



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-49887>

Département(s) de publication : **38**

Annonce n° **25-49887**

Services

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Département de l'Isère

Type de Numéro national d'identification : SIRET

N° National d'identification : 22380001200013

Ville : Grenoble

Code postal : 38022

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 38

Section 2 - Communication

Lien direct aux documents de la consultation : <https://www.marches-publics.info/mpiaaws/index.cfm?fuseaction=dematent.login&type=Dce&Idm=1641489>

Identifiant interne de la consultation : A25DAJAM-CM001

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Département de l'Isère

Numéro de téléphone du contact : +33 476003838

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve** : Inscription à un registre professionnel pertinent : Les titres et habilitations prévus par la loi n° 71-1130 du 31/12 /1971 modifiée justifiant de sa qualité d'avocat ainsi que celle de ses collaborateurs. Formulaire Dc1
- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : Autres exigences économiques ou financières : Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail Autres exigences économiques ou financières : Preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Technique d'achat : Accord-cadre

Date et heure limite de réception des plis : 21/05/2025 à 17:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Identification des catégories d'acheteurs intervenant (si accord-cadre) : Acheteur(s) habilité(s) à passer les marchés subséquents ou bons de commande

Critères d'attribution : Pertinence des profils des personnes affectées à la réalisation des prestations :
30% Adéquation de la méthodologie et des moyens humains du candidat au contenu de la maison :
10% Prix des prestations : 60%

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : Prestations de conseils juridiques et de représentation du Département de l'Isère en matière de gestion des ressources humaines et de fonction publique

Code CPV principal - Descripteur principal : 79110000

Type de marché : Services

Description succincte du marché : Il s'agit des prestations suivantes : - Des prestations de conseils juridiques relatifs à la gestion des ressources humaines et à la fonction publique. Le prestataire pourra être sollicité sur tout sujet « ressources humaines » nécessitant un éclairage juridique et ou sur tout dossier individuel ; - Des prestations de conseil et d'accompagnement de la collectivité dans les procédures disciplinaires ou autres pouvant aller jusqu'à la présence en instances représentatives ; - Des prestations de représentation en justice de la collectivité

Lieu principal d'exécution du marché : 7 rue Fantin Latour 38022 - Grenoble

Durée du marché (en mois) : 12

Valeur estimée (H.T.) : entre euros et 55000 euros

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : L'accord-cadre sera exécuté par l'émission de bons de commande. Le contrat est susceptible d'être reconduit 3 fois pour une durée d'un an. Le montant maximum sur les 4 années est de 220 000 euro(s) HT En moyenne, il y a une dizaine de contentieux RH par an au fond (chiffre non contractuel) Les prestations sont réglées par des prix unitaires. Compte tenu des enjeux, il est demandé au prestataire de tout mettre en oeuvre pour assurer une continuité dans l'exécution des missions quel que soit la période de l'année. Il est demandé le nom d'un référent pour ce marché qui sera l'interlocuteur permanent du département

Date d'envoi du présent avis à la publication : 30/04/2025